

EL TARF

Un nouveau logiciel pour rationaliser la gestion du logement étatique

L'ensemble des directions de wilaya relevant des ministères de l'Habitat et des Finances, à savoir l'OPGI, la DLEP, la DUC, la CNL, l'Agence foncière, le cadastre et les services des Domaines représentés, par ailleurs, par leurs directeurs respectifs ainsi que leurs ingénieurs, techniciens supérieurs et techniciens en informatique, ont assisté à une réunion de simulation par data show afin de se familiariser avec le nouveau logiciel de gestion du logement, englobant à la fois les demandeurs et les postulants pour tous types confondus de logements, a indiqué la chargée de communication de la wilaya.

La réunion présidée par le wali a vu la participation d'un directeur central du ministère de l'Habitat en la personne de Belhadj Aïssa. Ce dernier a expliqué dans les moindres détails la finalité de cette nouvelle application informatique, et ce, dans le dessein de normaliser la distribution du logement au niveau national et d'éviter ainsi les tensions engendrées à chaque affichage de listes de bénéficiaires. Ainsi, le postulant ne peut choisir qu'un seul type de logement. Le logiciel est une base de données interconnectée à toutes les directions concernées et interwilayas et fait office d'un fichier national de veille et de rationalisation de toutes les requêtes.

Pour sa part, le wali, Ahmed Maâbed, indiquera que «ce logiciel permettra de connaître dorénavant, avec exactitude, les spécificités et les besoins réels de chaque wilaya en type d'habitat donné et de fait ne peut se focaliser particulièrement que sur le logement social locatif (LSL)».

**Daoud Allam**

## SÉTIF : VIOL SUIVI DU MEURTRE D'UNE MINEURE

# Les coupables arrêtés une année après

*Les faits de cette tragique affaire remontent à la journée du 20 avril de l'année 2012, quand des informations parvenues à la brigade de la Gendarmerie nationale de Hammam Guergour, localité située à une quarantaine de kilomètres du chef-lieu de wilaya, faisaient état de la présence d'un cadavre à l'intérieur d'un puits au village Bouariba, dépendant de la commune de Hammam Guergour.*

Arrivés sur les lieux, les gendarmes accompagnés des éléments de la cellule de la police scientifique et technique, remontent le cadavre qui s'est avéré être celui d'une personne de sexe féminin. Dès lors, les opérations de recherche des moindres indices débutent par le ratissage du lieu de découverte du corps ainsi que des endroits avoisinants, et ce, sur un rayon de plus d'un kilomètre, où il a été découvert des traces de pas qui laissent à penser que leur propriétaire portait quelque chose de lourd (probablement le corps de la victime).

Après avoir photographié la scène du crime et prélevé les traces biologiques du corps de la victime ainsi que la prise d'échantillons de l'eau du puits, la gendarmerie commence par constituer une cellule d'enquête et d'investigation composée de 26 éléments enquêteurs, répartis en six groupes sous l'autorité du commandant de groupement de la Gendarmerie nationale de Sétif, et ce, afin d'élucider

cette affaire qui paraissait difficile étant donné la non identification de la victime ainsi que son déroulement dans un endroit désert dépourvu de témoins oculaires.

Ce n'est que trois jours après la date de découverte du cadavre, que les gendarmes de la compagnie d'El Eulma alertent leurs homologues de la brigade de recherche, qu'une jeune fille mineure répondant aux initiales de L. I., avait quitté le domicile de son grand-père à Hammam Sokhna depuis le 27-02-2012, emportant avec elle une somme considérable, estimée à 550 millions de centimes. Depuis cette date, elle n'avait plus donné signe de vie. A partir de ces informations capitales, les gendarmes prennent contact avec la famille de la jeune mineure. Pour parvenir à son identification, un médecin légiste a été sollicité pour prélever des échantillons d'ADN du père et les comparer à ceux de la victime, au niveau de l'Institut national de criminologie de la

Gendarmerie nationale à Alger. Les résultats étaient concordants. La jeune fille découverte dans le puits était incontestablement la jeune fille mineure. Aussi les résultats des analyses portant sur les échantillons d'eau prélevés du puits avaient démontré que la date du décès de la jeune fille remontait entre le 2 et le 4 avril 2012.

Avec toutes ces informations, les gendarmes entament la seconde étape de l'enquête, à savoir l'exploitation des appels téléphoniques des proches et des connaissances de la jeune fille, ainsi que l'enquête sur leur patrimoine. Les efforts et la patience des gendarmes commencèrent à porter leurs fruits malgré la complexité de la tâche, en parvenant à identifier les présumés coupables.

Après de longs mois d'investigations, les enquêteurs de la Gendarmerie nationale ont réussi à élucider cette affaire dont les auteurs, qui étaient d'une même famille et composée de cinq membres (le père, la mère, le fils, et deux filles), avaient participé avec d'autres individus à l'incitation de la jeune fille mineure de voler l'argent de son grand-père. Puis ils ont caché la victime durant un mois chez leurs proches dans divers endroits entre Sétif, Bordj Bou Arreridj et Alger afin d'éviter que la jeune fille ne soit repérée par les services de

police. Après avoir pris possession de l'argent, et acheté de luxueuses voitures, les auteurs se sont mis d'accord pour faire disparaître à tout jamais la jeune fille, en la tuant tout simplement.

Ainsi le père de famille avait convenu avec son complice, un certain C. S., moyennant une somme de 50 millions de centimes, de transporter la jeune fille d'Alger vers Hammam Guergour puis vers le puits «Boukhefache» afin de la liquider physiquement.

Sur les lieux du drame, et après avoir consommé des boissons alcoolisées, les deux criminels vont abuser sexuellement de la jeune fille, puis la rouer de coups avant de la jeter dans le puits encore vivante. Ces derniers se tenaient en haut du puits, regardaient la pauvre malheureuse se débattre dans l'eau et ce, jusqu'à ce qu'elle soit engloutie par les flots. Les deux hommes rentreront tranquillement chez eux et ce, après que l'auteur principal ait remis à son complice la somme convenue ainsi que le téléphone portable, un Samsung de couleur rouge de la victime qui a été retrouvé en sa possession lors de son arrestation.

Présentés avant-hier, jeudi 28 février, au parquet de Bougaa, les mis en cause ont été placés sous mandat de dépôt.

**Imed Sellami**

## SKIKDA

# La commission de wilaya pour la promotion de la femme rurale mise en place

*La commission de wilaya pour la promotion de la femme rurale a été installée jeudi. Elle sera présidée par le wali de Skikda et est composée de plusieurs directions de l'exécutif, à savoir la Direction des affaires sociales et de la solidarité (ex-DAS, qui joue le rôle de coordinateur), la Direction des services agricoles, la Direction de la santé et de la population, la Direction du commerce, la Direction du tourisme et de l'artisanat, la Direction de l'industrie, de la petite et moyenne entreprise et de promotion de l'investissement, de la Direction des affaires religieuses et des wakfs et la Conservation des forêts.*

Cette commission compte également l'Office d'alphabetisation, la Cnac, l'Angem, l'Ansej, et comme représentant de la presse, la radio locale de Skikda et un représentant régional de l'ENTV. L'invité d'honneur de cette cérémonie n'a été autre que l'Association de promotion de la femme rurale de la wilaya de Skikda, présidée par Bouacida Souad.

Cette pléiade d'institutions étatiques aura pour mission l'élaboration d'un programme visant le développement rural d'une commune pilote, dans un délai de 15 jours. L'approbation du ministère de la Solidarité, de la Famille et de la Condition de la femme donnera le coup d'envoi du projet en commun, englobant logiquement les secteurs impliqués, et

qui aura pour finalité d'asseoir des activités économiques génératrices d'emplois.

A compter de 2014, cette opération sera généralisée aux 15 communes rurales de Skikda (Zerdez, Ouled-H'aba, Ben-Azzouz, La Marsa, Djendel-Mohammed Saâdi, Ain Bouziane, Béni Béchir, Zitouna, Kenouaa, Ouled-Attia, Oued-Z'hor, Khenak Mayoune, Bine El Ouidène, Laghdar et Ain-Zouit).

Il est à rappeler qu'hormis les deux premières citées qui ont bénéficié d'un projet de développement dans le cadre du Fida, les 13 autres n'ont eu que des miettes en la matière : quelques programmes disparates et individuels dans le cadre du PPDRI. Le choix de la commune pilote n'a pas encore été fixé, mais selon des indiscretions, il portera proba-

blement sur celle ayant un potentiel humain très important et ayant par le passé prouvé sa maîtrise des domaines du développement rural et de l'artisanat.

A titre d'information, le ministre délégué au Développement rural avait fait savoir, lors d'une précédente déclaration, que durant 5 années (2005-2010), environ 2,2 milliards de dollars ont été consacrés à l'amélioration des conditions de vie de 13 millions de ruraux soit 41% du taux global que compte l'Algérie. Il faut retenir également que, toujours à l'échelle nationale, presque 50% des populations rurales vivent dans des zones déshéritées et 260 communes rurales ont un indice de développement durable considéré comme faible ou très faible.

**Zaïd Zoheir**

## COMMUNE DE ZIAMA MANSOURIAH (JIJEL)

# Les habitants de Aït Achour veulent retourner à leur douar

*Les habitants de la localité de Aït Achour, surplombant la commune côtière de Ziama Mansouriah, à une quarantaine de kilomètres à l'ouest du chef-lieu de la wilaya de Jijel, veulent retourner dans leur douar d'origine.*

Des dizaines de familles veulent regagner leur meçta suite à la nette amélioration de la situation sécuritaire dans cette région montagneuse, fortement touchée par l'exode en 1990. Pour ce faire, ils réclament l'interven-

tion des autorités locales pour la réhabilitation des équipements publics saccagés par le terrorisme qui a causé beaucoup de dégâts et des aides dans le cadre du Fonds national du développement rural visant la sédentarisation

des habitants des régions rurales. Interrogé par nos soins, le jeune président de l'Assemblée populaire communale de Ziama Mansouriah, Amira Fouad, nous a affirmé qu'il existe un programme de repeuplement de la localité, qui comptait au début des années 1990 plus de 300 familles, et un projet relatif à la réhabilitation de la route reliant le chef-lieu de la commune à Aït Achour sur une distance de 3

km est déjà inscrit. D'autre part, le maire a sollicité l'aide des autorités locales pour la remise en état des infrastructures publiques saccagées par le terrorisme, notamment le réseau d'électricité, l'école primaire, la salle de soins aux fins de faciliter le retour de ces familles dont certaines sont entassées dans des bicoques à Jijel, à des prix forts.

**Bouhali Mohamed-Chérif**

### Publicité

PENSÉE

Le 2 mars 1994 nous quittait tragiquement notre cher fils et frère

**Le Capitaine Boucharef Fouad** lâchement assassiné par des terroristes.

En ce douloureux anniversaire, ses proches demandent à tous ceux qui l'ont connu, côtoyé et aimé, d'avoir une pieuse pensée pour sa mémoire.

Que Dieu Le Tout-Puissant l'accueille en Son Vaste Paradis.

**Ta mère et ta famille qui ne t'ont jamais oublié**





ALTERCO Spa  
ALGERIE TERMINAL CONTENEURS

## Avis de consultation

La Société Algérie Terminal Conteneurs - par abréviation ALTERCO-spa lance un avis de consultation pour :

**L'EXECUTION DES PRESTATIONS D'EXPERTISE MARITIME**

Les experts dûment qualifiés pour assurer ces prestations peuvent participer à cette consultation.

Pour ce faire, les intéressés doivent accompagner leur offre par les documents suivants :

- Une copie légalisée de l'agrément en cours de validité.
- Une copie légalisée de la carte d'immatriculation fiscale.

Les offres doivent parvenir à la Direction Générale d'Alterco - Zone industrielle de Rouiba - Alger - Boîte poste n° 194/A, au plus tard quinze (15) jours après parution du présent avis dans les quotidiens nationaux.